



Les campements d'immigrés à Paris: victimes de la guerre de la France et de l'UE contre les réfugiés

Par [Will Morrow](#)

Mondialisation.ca, 16 août 2019

[wsws.org](#) 13 août 2019

Région : [L'Europe](#)
Thème: [Loi et Justice](#)

Tous les soirs à Paris, dans de vastes campements sous les viaducs des autoroutes, sur les terrains de jeux et dans les parcs, des milliers de réfugiés vont dormir dans la rue. Ils ne reçoivent aucun logement de l'État, aucun argent, aucune nourriture et n'ont aucun droit juridique au travail. Ils sont victimes d'un régime criminel anti-immigré supervisé par l'État français et l'Union européenne et soutenu par l'ensemble de l'establishment politique français.

La semaine dernière, des journalistes du *World Socialist Web Site* ont interviewé des dizaines de demandeurs d'asile dans des tentes entre le quartier La Chapelle du 19^e arrondissement de Paris et la banlieue de Saint Denis. Parmi eux, la plupart ont moins de 25 ans – les plus jeunes (15 ans), les plus âgés (45 ans) – et sont sans abri à Paris depuis plus de deux ans. Ils dépendent d'associations caritatives et de particuliers pour se nourrir, vendent des bibelots touristiques, de l'alcool et des cigarettes au coin des rues pour de l'argent.



Tentes des réfugiés sous une autoroute à Saint Denis

Selon le groupe de défense des droits des immigrés France Terre d'Asile, il y a entre 1.500 et 2.000 réfugiés sans abri rien qu'à La Chapelle et dans les banlieues voisines. Plusieurs milliers d'autres vivent dans des conditions similaires à travers le pays, et des dizaines de milliers sont emprisonnés chaque année dans un réseau de centres de détention où ils

attendent d'être expulsés. La majorité d'entre eux ont fui l'Afrique et le Moyen-Orient, s'échappant des guerres néocoloniales et des conditions de pauvreté. S'évadant aussi de l'éclatement social provoqué par des siècles d'oppression de la part de la France et des autres puissances impérialistes.

Tout l'establishment politique est complice de ce programme anti-immigré brutal, qui vise à empêcher les réfugiés d'exercer leur droit démocratique et juridique de demander l'asile en France. La conspiration du silence sur leur sort s'étend à la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon et au Parti socialiste, qui soutiennent la politique de l'administration Macron.



Abdullah

Abdullah, 26 ans, est l'un de ceux qui vivent sous le périphérique de La Chapelle. Il est là depuis le début de l'année 2019. Aujourd'hui, il vit dans la ville et vend des cigarettes aux passages piétonniers.

Il a pris un peu moins de trois ans pour atteindre la France après avoir fui le Soudan en 2016. Il a voyagé vers le nord à travers la Libye et a traversé la Méditerranée en direction de l'Italie. C'est la route la moins chère, et probablement aussi la plus dangereuse. En 2011, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis ont lancé une guerre néocoloniale pour un changement de régime dans le pays sous des prétextes humanitaires. L'offensive impérialiste a plongé la Libye dans une guerre civile qui perdure et instaurant un régime fantoche de droite instable basé sur des milices rivales.

Depuis 2015, l'UE a fourni aux garde-côtes libyens des armes, des navires et de l'argent pour intercepter les réfugiés qui tentent de s'embarquer pour l'Europe. Ils les emprisonnent dans des centres de détention financés par l'UE, où la torture, l'esclavage, le meurtre et le viol sont monnaie courante.

Abdullah a fait trois tentatives de navigation vers l'Europe avant de finalement réussir. Lors de sa première tentative, fin 2017, les garde-côtes libyens ont pris le petit bateau qui transportait 130 personnes. Ils ont fait des cercles autour de du bateau pour le faire chavirer, dit-il. «Tout le monde était dans l'eau. Quand j'ai refait surface, tout le monde criait. J'ai regardé autour de moi et j'ai vu les corps de trois personnes, deux enfants et une

femme, flottant devant moi. Ils les ont laissés dans l'eau ce jour-là.»

On a emprisonné tous les passagers dans un centre de détention à Misrata. Finalement, Abdullah s'est échappé. Il s'est rendu à Tripoli et, après trois mois. Il a tenté de traverser à nouveau vers l'Europe. L'armée libyenne a repris le bateau. Cette fois-ci on l'a emprisonné au centre de détention de Triq al Sikka pendant six mois avant de pouvoir s'échapper à nouveau. «Tout le monde doit y travailler sans récompense», a-t-il dit de cette deuxième prison. «Ceux qui travaillent mangent. Les autres sont battus ou tués. La prison est infâme, il n'y avait pas de toilettes, juste des seaux sur le sol.»

Abdullah a effectué sa dernière tentative de traverser la Méditerranée en juin 2018. Cette fois-ci, un paquebot commercial a récupéré ce nouveau bateau et les immigrés ont pu transférer à bord de l'Aquarius, un navire de sauvetage exploité par Médecins sans frontières, qui a transporté les passagers en Europe. L'Aquarius n'a pas pu naviguer depuis novembre dernier: l'UE lui a retiré ses droits de navigation. La France et les autres puissances de l'UE ont refusé de lui fournir un pavillon pour naviguer. Cela fait partie de leur stratégie qui vise à empêcher toute opération de sauvetage en Méditerranée. En même temps, cela garantit que quasiment tous les réfugiés soient noyés ou renvoyés dans les prisons libyennes.

Mais en France, la demande de visa d'asile d'Abdullah n'a pas été approuvée. Bien qu'il ait été autorisé à vivre en France, on lui a dit qu'en l'absence d'acte de naissance ou de documents officiels concernant sa ville natale (qu'il a fui pour la première fois à l'âge de 12 ans), il ne bénéficierait pas de droit au travail.

«Maintenant je dors sur la route ici,» dit-il. Sa tente contient un matelas et des vêtements de rechange. Les rats peuvent être vus à 20 mètres, et les voitures et les camions passent à 70 kilomètres à l'heure à moins de deux mètres de l'endroit où il dort. «Je ne peux pas travailler parce qu'ils disent que je ne peux pas avoir de papiers. Que puis-je faire maintenant? Quand vous quittez l'Afrique et pensez à l'Europe, vous pensez que vous serez capable de travailler, d'avoir des documents, d'avoir une vie. Mais ce n'est pas le cas. Tu dors dans la rue. Il y a beaucoup de gens ici sous le pont qui deviennent fous parce qu'ils ne voient pas d'issue. C'est ça, l'Europe.»



Un autre campement de

réfugiés à Saint-Denis

D'autres groupes de tentes se trouvent au bord de la route en direction du nord, en

provenance de Paris et à destination de Saint-Denis. À moins d'un kilomètre, dans un parc de Saint-Denis, vit Abdul, un ancien étudiant en droit soudanais de 24 ans. Dans le cadre du système d'immigration punitif de l'UE, il appartient à une catégorie que les demandeurs d'asile parisiens appellent «les Dublinés». L'accord d'immigration de Dublin de 2013 a créé ce statut. Il stipule que tout réfugié enregistré au moment où il arrive dans un État membre de l'UE ne peut présenter une demande d'asile dans un autre État membre, sans attendre 18 mois avant de présenter la demande.

Vendredi, Abdul a dit: «Quand je suis arrivé en Italie, ils ont pris mes empreintes digitales». Abdul était assis dans un centre de l'Armée du Salut près de La Chapelle où plus de 200 réfugiés prennent des douches et rechargent leur téléphone portable chaque jour. «Quand je suis enfin arrivé ici, ils m'ont dit que je devais attendre et ils ne m'ont rien donné. J'ai donc été sans-abri ici ces deux dernières années. J'ai soumis ma nouvelle demande il y a un mois.»

Comme c'est la procédure normale pour les demandes d'asile en France, après avoir soumis sa demande, Abdul s'est fait dire d'«attendre» un SMS concernant une réunion de suivi de sa demande. On ne leur donne aucune information sur le moment où ils recevront ce message texte, attendant souvent jusqu'à un an ou plus.

«Je mange dans la rue. Parfois, je ne mange pas. Il arrive parfois que des gens viennent apporter des aliments qu'ils ont cuisinés à la maison. La plupart du temps, j'ai faim», dit-il.

Abdul a participé le mois dernier à la manifestation et à l'occupation par plus de 700 réfugiés du bâtiment historique, le Panthéon, pour réclamer le droit de séjour en France. «J'ai reçu une photocopie du tract de la manif sur WhatsApp de mon ami qui était sur le bateau qui m'accompagnait de l'Égypte à l'Italie,» dit-il. «Je voulais juste aller montrer que nous sommes ici, que nous existons. En ce moment, c'est comme si je n'existais pas. Le gouvernement ne fait rien pour nous.»

Il a décrit la répression policière brutale de la manifestation qui a suivi. La police est entrée dans le bâtiment, informant les manifestants que «nous pourrions protester dehors si nous partions». Ils nous ont dit: «En France, nous avons la liberté de protester.» Mais dès que le groupe a quitté le bâtiment, la police a attaqué. «Les gens couraient partout pour s'échapper», dit-il. «La police s'en est pris à n'importe qui elle pouvait mettre la main dessus. La police m'a arrêté parce que je ne me suis pas enfui. J'ai dit que j'avais le droit d'être ici. Finalement, trois policiers se sont approchés de moi, l'un d'eux m'a frappé avec un bâton, et quand je suis tombé par terre, ils ont continué à me frapper les jambes.»

La police a placé Abdul en détention pendant 24 heures avant de le libérer sans inculpation. «J'avais tous mes papiers d'identité et ma demande dans mon sac, c'est pourquoi ils m'ont laissé sortir», dit-il. «Beaucoup d'autres n'avaient pas de papiers, ils les ont mis en détention pour expulsion».

«Le gouvernement français critique Salvini en Italie», commente Abdul. «Mais c'est la même politique. Au moins à Lampedusa, j'avais une maison où vivre et manger. Ici, rien du tout. Évidemment c'est intentionnel. Ce qu'ils nous disent c'est: "Restez où vous êtes, ou si vous voulez venir ici, très bien, mais ce sera la misère"».



Une aire de jeux à Saint-

Denis transformée en campement

Dans un terrain de jeux voisin à Saint-Denis, des dizaines de réfugiés dorment sur de bancs et dans de tentes, utilisant les agrès du terrain comme cordes à linge et les autres équipements comme murs pour leurs quartiers. Mousa, un réfugié somalien de 44 ans, est en Europe depuis deux ans et est arrivé en France après le rejet de sa demande en Allemagne et était menacé d'expulsion. Il avait toujours ses papiers sur lui, y compris des ordonnances médicales pour du Lyrica et du Tilidin pour traiter ses douleurs chroniques au dos. Il n'a aucun moyen de recevoir ces médicaments et n'a rien mangé depuis deux jours. «La plupart du temps, quelqu'un vient à 21 heures et apporte du pain, du thé et du café», dit-il.

David (29 ans), Mohammedi (32 ans) et Akbari (26 ans) vivent sur le même terrain de jeu. Tous trois sont originaires d'Afghanistan, déchirés par une guerre menée par les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN depuis 18 ans, et tous trois sont venus en France après que leur demande d'asile ait été rejetée en Allemagne.

«Tous les jours, de 8 h à 11 h, vous essayez d'appeler le numéro de téléphone pour soumettre votre demande», a dit David. «Vous attendez 2 heures au téléphone et personne ne répond». Il lui a fallu un mois pour joindre quelqu'un et prendre un premier rendez-vous pour déposer sa plainte auprès du préfet de police. Il a pris mes empreintes digitales, m'a dit que j'étais «Dublin» et que je devais attendre ou rentrer. Je n'ai nulle part où aller. Alors je reste ici».

Sous une autoroute à La Chapelle, nous avons parlé à un groupe de huit adolescents, âgés de 15 à 19 ans, tous sans-abri. Ils sont arrivés en France par différents itinéraires depuis la Guinée, ancienne possession coloniale française avec un taux de pauvreté de 50 pour cent, et sont en France depuis deux mois à deux ans. L'un d'eux, Quatorze, qui a 17 ans, est à Paris depuis février. L'État français a rejeté sa demande parce qu'il n'a pas pu fournir aux autorités un certificat de naissance.

«Je veux poursuivre mes études et aller à l'université», a-t-il dit. «Je voulais étudier la sociologie. Je n'ai pas de documents, donc je ne peux pas travailler ou étudier ici. Je ne peux

pas louer un appartement. Nous ne recevons rien du gouvernement. Nous vivons parce que les gens viennent nous donner de la nourriture, pas le gouvernement, des gens normaux, qui font des sacrifices pour nous.»

«L'Union européenne devrait cesser de se cacher le visage et de dire qu'elle vient en aide aux migrants», a-t-il commenté. «Silencieusement, elle nous laisse dans l'état où on se trouve et aussi la Méditerranée.»

Le régime anti-réfugiés brutal mis en place par le gouvernement français et l'Union européenne est un avertissement pour toute la classe ouvrière. Les immigrés subissent les camps de concentration de masse à travers l'Afrique. Ceux qui atteignent la France sont forcés d'être à la rue et de vivre dans le dénuement. Ensuite, la répression policière brutale est la réponse à ceux qui protestent. Cela fait autant d'outils de répression développés pour être déployés contre l'ensemble de la classe ouvrière dans l'avenir. Tout cela est rassemblé dans une situation où l'opposition face aux inégalités sociales sans précédent s'intensifie.

Will Morrow

Article paru en anglais, WSWWS, le 13 août 2019

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Will Morrow, wsws.org, 2019

Articles Par : Will Morrow

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca